

Les Français et les enjeux du Sommet de la Terre

Dossier de la rédaction de H2o
July 2012

Le Club France Rio+20, en partenariat avec OpinionWay, publie une étude : "Les Français et les enjeux du Sommet de la Terre". 82 % des Français sont favorables à la création d'une Organisation mondiale de l'environnement ; 78 % d'entre eux considèrent que la société civile est insuffisamment impliquée sur les questions environnementales ; 74 % souhaitent faire entendre leur voix.

Les enjeux personnels et nationaux se situent dans les premiers sujets de préoccupations. Pour autant, les enjeux environnementaux et sociaux supranationaux ne sont pas marginalisés : le réchauffement de la planète et les catastrophes naturelles sont aussi importants aux yeux des Français (72 %) que le chômage et la perte du pouvoir d'achat (80 %) ; les risques et l'impact sur la santé de l'utilisation de produits chimiques dans l'industrie (69 %) les préoccupent au même titre que l'insécurité urbaine (74 %)

Si une large majorité de Français a déjà entendu parler du Sommet de la Terre, seuls 17 % d'entre eux affirment pouvoir en définir clairement les enjeux et 80 % doutent que les principes d'une gouvernance mondiale, adoptés lors de ces grands événements, aient une incidence réelle sur les politiques locales. L'étude souligne cependant une attente explicite sur les questions de consultation et de concertation. 78 % des Français déplorent que la société civile soit insuffisamment impliquée et que sa parole ne soit que très faiblement prise en compte. Une très large majorité souhaite participer et prendre part aux débats. Ainsi 74 % d'entre eux se déclarent favorables à une consultation via internet et 46 % apporteraient leurs contributions via les forums si l'occasion leur était offerte.

Ces attentes sont en phase avec les positions du Club France Rio+20 en matière de gouvernance territoriale multi-acteurs pour la Conférence internationale des Nations unies. Ainsi, cette étude fait écho aux positions du Club France Rio+20 partagées dans son manifeste "Pour une gouvernance territoriale durable, solidaire et humaine", signé collectivement par ses membres ainsi que sa définition de l'économie verte. Le Club France Rio+20 défendra notamment la gouvernance territoriale durable solidaire et humaine à travers : la reconnaissance de l'expérience de tous les acteurs territoriaux et de leur capacité à agir et à innover efficacement en faveur du développement durable ; la redéfinition de la feuille de route du développement durable à vingt ans ; l'adoption de nouveaux indicateurs plus cohérents et complets que le PIB pour reconnaître les activités de toutes les parties prenantes ; la réaffirmation du caractère transversal du développement durable trop souvent compartimenté comme une question environnementale

Club France Rio+20